

AU TRAVAIL ET PARTOUT AILLEURS DÉTRUISONS LE SYSTÈME RACISTE !

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE INTERSYNDICALE

SOMMAIRE :

P2 LE RN, ON N'A JAMAIS
ESSAYÉ ? VRAIMENT ?

P3 LE FÉMINATIONALISME
N'A PAS SA PLACE DANS
NOS MANIFS !

P4 DÉSARMONS BOLLORÉ :
HACHETTE, AG DE LA
CULTURE, CENSURES

P6 SOLIDAIRES ET
INTERNATIONALISTES

P9 ÉDUCATION À LA
SEXUALITÉ : UN DROIT
POUR TOUTES !

P10 HOMMAGE A BRAHIM
BOUARRAM, ET À TOUTES
LES VICTIMES DU RACISME

P11 SE FORMER

P12 IDÉES LECTURES

Le couperet est tombé, Marine Le Pen et 23 autres cadres du FN (renommé depuis RN) ainsi que le parti lui-même ont été condamné-es pour l'organisation d'un vaste système de détournement de fonds publics au profit du fonctionnement de leur parti et du confort de vie de ses dirigeants. Car ils ont beau clamer qu'il n'y a pas d'enrichissement personnel, cette assertion ne résiste pas aux faits et le jugement le confirme, il y a bien eu enrichissement des proches qui ont bénéficié de confortables rémunérations.

Ce parti qui prétend défendre les classes populaires a ainsi versé des salaires très élevés avec l'argent détourné. Un élément de plus pour démontrer l'escroquerie de ce discours porté par une millionnaire. "Mains propres, tête haute" disaient-ils. Des mains qui sont souvent prises à piocher dans la caisse.

Mais au-delà, c'est bien la nature profonde de ce parti que nous combattons. Et la plupart des condamnations qui ont frappé ce parti et ses membres sont plutôt pour incitation à la haine raciale, discrimination, négationnisme quand ce ne sont pas carrément des procès criminels pour meurtres comme celui de Brahim Bouarram, noyé en marge d'un défilé du 1er mai du FN ou d'Ibrahim Ali-Abdallah, assassiné par 3 colleurs d'affiches du FN.

Un parti de voleurs donc, mais aussi de racistes, dont les progressions électorales ont pour conséquence une augmentation des agressions et actes racistes.

Dans ce contexte, le lancement de la campagne intersyndicale contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie engageant les 8 syndicats de l'intersyndicale nationale constitue une réponse indispensable.

DÉTRUISONS
le système
raciste

Union
syndicale
Solidaires

LE RN, ON N'A JAMAIS ESSAYÉ ? VRAIMENT ?

**On n'a jamais essayé
... Sauf au Parlement européen !**

Malgré ce qu'ils racontent, les député-es RN ne siègent pas ou très peu et leurs votes sont réactionnaires, autoritaires et anti sociaux :

CONTRE le renforcement des salaires minimum,

CONTRE un revenu minimum inclusif,

CONTRE toutes les initiatives pour une transition écologique,

CONTRE toutes les propositions visant à protéger ou accroître les droits des minorités de genre LGBTQI+ mais également des droits des femmes, notamment en matière d'avortement et d'égalité salariale,

CONTRE les libertés individuelles, les droits de la presse ou des consommateurs et consommatrices.

**On n'a jamais essayé
... Sauf à l'Assemblée nationale !**

CONTRE l'augmentation du SMIC,

CONTRE le retour de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF),

CONTRE le blocage des prix des produits de première nécessité,

CONTRE un milliard d'euros pour la lutte contre les violences faites aux femmes,

CONTRE une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros,

CONTRE l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe,

POUR les exonérations des cotisations sociales ce qui revient à détruire à petit feu la sécurité sociale et tout le socle social collectif,

CONTRE la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes,

Proposition de loi
POUR L'INTERDICTION des transitions pour les mineur.es.

**On n'a jamais essayé
... Sauf dans nos
collectivités territoriales !**

Des attaques systématiques contre les salarié-es, les associations, les syndicats, allant jusqu'aux attaques personnelles, à la diffamation et au harcèlement moral.

La chasse aux pauvres : tarifs de cantine qui explosent, fin de la gratuité du ramassage scolaire, coupes dans les subventions des associations d'aide aux plus défavorisé.es, expulsion des locaux, arrêtés anti-mendicité...

La systématisation des propos et politiques discriminatoires, racistes et antidémocratiques.

La promotion d'une idéologie sexiste, homophobe, intégriste, colonialiste et raciste (fin des repas de substitution, charte "ma ville sans migrants", hommage aux terroristes de l'OAS...)

Des attaques insidieuses contre le monde culturel (baisse des subventions, expulsion de locaux, changement de direction...)

La destruction des services publics notamment en favorisant les privatisations (crèches, piscines...) et la baisse des effectifs (sauf pour la police municipale)

La violence permanente : répression, menaces, harcèlement, diffamation, procès... surveillance des agent.es, des syndicalistes, de l'opposition.

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

Cyril Nauth, lorsqu'il était maire RN de Mantes la Ville (2014-2020), a divisé les subventions aux associations par deux, a baissé le nombre d'agent.es municipaux.les de près de 20%.

Le 7 octobre 2016, le conseil municipal d'Hénin Beaumont, a voté la motion "Ma commune sans migrants".

Le parquet de Draguignan a ouvert en 2023 une enquête sur la gestion de la ville de Fréjus par le maire RN David Rachline sur "des affaires possiblement évocatrices de prises illégales d'intérêt et de favoritisme".

La mairie de Béziers a réservé la participation aux activités périscolaires aux seul.es enfants dont les deux parents travaillent.

LE FÉMONATIONALISME N'A PAS SA PLACE DANS NOS MANIFS ! RIPOSTE FACE AU COLLECTIF D'EXTRÊME DROITE NÉMÉSIS

Le 25 novembre dernier, journée de lutte contre les violences faites aux femmes, le collectif d'extrême droite Némésis avait défilé quelques centaines de mètres en retrait de la manifestation à Paris, des collectifs féministes et des syndicats.

Un cordon de CRS les accompagnait, elles avaient a priori déclaré leur manifestation, une première !

Le cortège féministe étant assez loin devant, les manifestantes n'avaient pas vu leur manège, ni n'étaient en capacité à ce moment-là de réagir.

Rebelote à Paris, le 8 mars 2025 où elles se sont imposées directement en fin de cortège, mais – selon la Préfecture – sans avoir fait de déclaration spécifique.

La Préfecture, interpellée par la suite par Solidaires, s'est cachée derrière cette absence de déclaration, pour dire qu'il s'agissait uniquement d'un groupe d'ultra droite, et que juridiquement cela ne pouvait pas être interdit de défilé avec la manif.

Exit la fameuse interdiction possible lors d'un risque de trouble à l'ordre public au regard de leurs slogans racistes. Idem au regard de la situation de tension et de violences qu'elles créeraient !

Cette fois-ci, elles ont pleinement bénéficié de cordons de CRS qui les ont « protégées » des camarades antifascistes qui ont fait en quelque sorte un cordon sanitaire pour protéger la manifestation officielle de leur intrusion.

Ces mêmes CRS ont chargé la ligne de camarades de la manif féministe qui faisait rempart et ont même arrêté un membre du SO de Solidaires, relâché le lendemain sans aucune poursuite.

Némésis, au départ pas plus d'une quarantaine, soutenu par le RN, Reconquête etc. avait jusqu'alors suivi un autre mode d'action : sa marque était de perturber les manifs – en brandissant des messages xénophobes, islamophobes – ou même un rassemblement à République contre l'extrême droite en juin dernier, en utilisant l'image de leurs évictions pour se faire martyres de la gauche et propager leurs idées fémo-nationalistes sur les réseaux sociaux.

Retailleau, Ministre de l'intérieur avait même en janvier salué leur combat... et avait rétrogradé en prétextant qu'il ne connaissait pas vraiment ce collectif, mais avait dit partager leur lutte contre l'islamisme et l'antisémitisme...

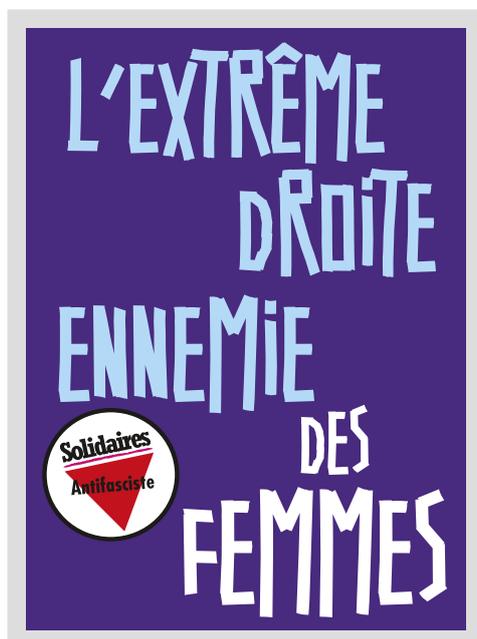
Cette nouvelle stratégie de Némésis interroge quant à la riposte à mettre en œuvre vis à vis d'un collectif qui étale sans complexe ses thèses fémo-nationalistes, désignant les étrangers comme quasi seuls auteurs des violences faites aux femmes, ayant des discours islamophobes, et utilisant un pseudo discours d'égalité des droits comme rempart à un islamisme de grand remplacement.

Le collectif grève féministe avait anticipé leur participation en donnant même un mot d'ordre en cas d'infiltration, de figer la manif, mais qui s'est révélé difficile à mettre en œuvre. La mobilisation de camarades antifascistes nombreuses a joué un rôle important et fait rempart.

Le collectif grève féministe a fait un communiqué dénonçant ces faits le lendemain.

Agir contre ces groupes indentaires fémo-nationalistes doit se faire en dénonçant leurs idées, leurs actions racistes, que ce soit en interne du syndicat, ou sur les réseaux sociaux. Il faut continuer à mettre la pression sur la Préfecture ou les mairies pour clairement empêcher la présence de ces groupes dans nos manifs, et pointer leurs responsabilités.

Cela demande un service d'ordre important, la formation d'un maximum de militantes au service d'ordre et des discussions en amont importantes entre les collectifs et syndicats sur ces manifestations !



DÉSARMONS BOLLORÉ : HACHETTE, AG DE LA CULTURE, CENSURES

CAMPAGNE
DE
RIPOSTE

En juillet 2024 était lancé un « appel à désarmer l'empire Bolloré ».

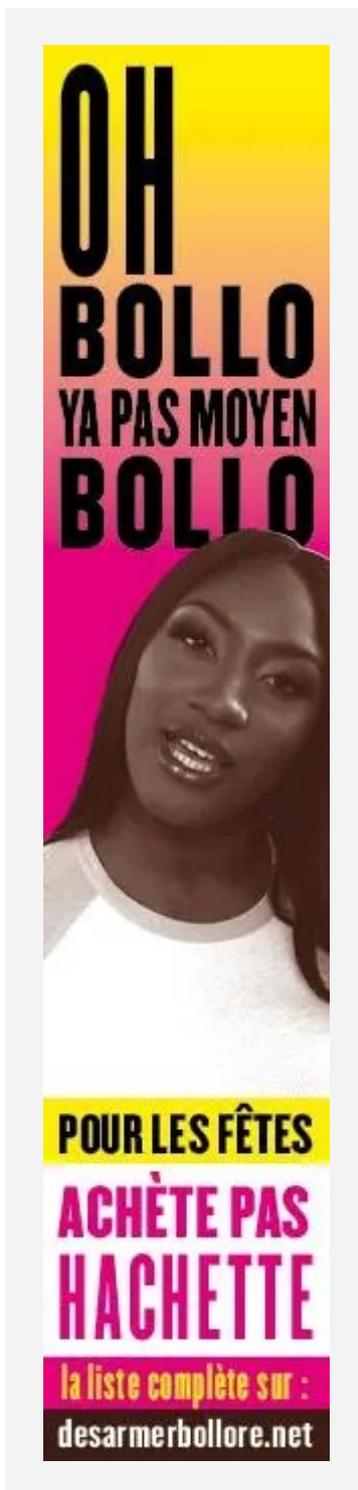
Signé par une centaine d'organisations et de collectifs, ce texte entendait prolonger la mobilisation contre l'extrême droite qui s'était déployée dans le cadre des élections législatives anticipées. Il s'agit de cibler le groupe Bolloré, considérant qu'il est un levier majeur dans la conquête des territoires et des imaginaires qu'organise l'extrême droite, en plus d'être un acteur du ravage écologique et de l'exploitation néo-coloniale.

Cette campagne contre Bolloré cible tout particulièrement « l'empire » que s'est créé le milliardaire dans le monde des médias et dans celui de l'édition.

Signataire de l'appel, l'Union Syndicale Solidaires s'est impliquée dans cette mobilisation et a notamment participé à « l'opération marque pages » qui a consisté à diffuser, de manière publique ou clandestine, des milliers de marque-pages dans les livres Hachette, maison d'édition sous le contrôle de Bolloré.

L'objectif est d'informer, via ces marque-pages, sur le système construit par Bolloré, d'instiller des failles dans l'arsenal de communication qu'il a mis en place, de construire la résistance pour contrecarrer l'emprise massive et croissante qu'il entend exercer sur nos vies et nos esprits.

Les marque-pages de la campagne « désarmer Bolloré » sont autant d'invitations au boycott des livres de l'empire Bolloré, à la promotion des maisons d'édition indépendantes pour maintenir une culture diverse, contestatrice, émancipatrice, rempart à la diffusion des idées d'extrême droite et à la fascisation de la société.



Cette opération « marque-pages contre Bolloré » entre en résonance avec la mobilisation victorieuse menée un peu plus tôt par SUD Rail et Solidaires RATP pour empêcher la campagne d'affichage visant à faire la promotion dans les gares du livre de Jordan Bardella, livre diffusé entre autres dans les *Relay*, autre pièce de l'empire Bolloré.

D'autres actions syndicales ont été menées pour résister aux offensives idéologiques de Bolloré et plus largement de l'extrême droite, par exemple dans l'édition, chez Bayard, Hatier et Hachette.

En novembre 2024, peu après la prise de fonction de François Morinière à la tête du directoire de Bayard, deux décisions majeures ont suscité des inquiétudes parmi les salarié-e-s du groupe. Bayard prévoyait d'une part de participer au rachat de l'École supérieure de journalisme de Paris (ESJ Paris) aux côtés de figures telles que Vincent Bolloré ou Bernard Arnault et d'autre part de nommer au poste de directeur de la stratégie et du développement Alban du Rostu, ancien collaborateur de Pierre-Édouard Stérin et associé au projet Périclès, visant à promouvoir des valeurs culturelles de droite et d'extrême droite.

Ces annonces ont alarmé les salarié-e-s qui se sont rassemblé-e-s en AG à plus de 300 et ont voté une grève relayée dans la presse pour exiger, avec le soutien des auteur-ice-s, que Bayard renonce à recruter Alban du Rostu et à participer au rachat de l'ESJ Paris.

Chez Hatier et Hachette, des élu-es ont exprimé à plusieurs reprises en CSE et dans des tracts intersyndicaux leur opposition face à la propagande Bolloré, exigeant la suppression à l'entrée de leurs locaux des présentoirs du *JD News*, magazine accompagnant le *JDD*.

Pour rappel, en juin 2023, Vincent Bolloré a imposé à la tête du *JDD* Geoffroy Lejeune, chroniqueur d'extrême droite, ancien directeur de la rédaction de *Valeurs actuelles*, déclenchant une importante grève, suivie du départ de 95 % des journalistes.

Si le *JD News* trône toujours à l'entrée des maisons d'édition du groupe Hachette sous prétexte, invoqué par la direction, qu'il faut se plier aux injonctions de l'actionnaire, des salarié-es poursuivent leurs actions de résistance en jetant des piles d'exemplaires ou en les retournant sur les présentoirs.

L'intersyndicale Hatier revendique par ailleurs la rédaction et la signature par la direction d'une charte stipulant que les éditions Hatier ne partagent pas les valeurs d'extrême droite.

Les travailleurs·euses de l'édition ne désarment pas pour protéger leur éthique et leur intégrité et beaucoup souhaiteraient amplifier le mouvement.

La campagne « désarmer Bolloré » se poursuit et entre dans une deuxième phase. De nouveaux marque-pages vont être produits, prêts à déferler dans tous les lieux de diffusion des livres pour résister à l'empire Bolloré et à sa volonté de mettre la culture au pas.

Cette seconde phase met un focus particulier sur les manuels scolaires, largement produits par des maisons d'édition du groupe Bolloré, et sur les ressources en ligne de ces éditeurs.

Une tribune circule déjà, appelant personnels de l'éducation et parents d'élèves au boycott de ces manuels, pointant les menaces de livres scolaires et outils pédagogiques produits par des maisons d'édition sous le contrôle d'un promoteur des idées d'extrême droite racistes, sexistes, LGBTQIphobes.

Ces manuels scolaires, par l'orientation réactionnaire qu'ils pourraient donner aux savoirs présentés, constituent une grave menace pour la liberté pédagogique et l'éducation émancipatrice que nous défendons.

La tribune, toujours ouverte à signature, sera complétée par des distributions de tracts devant les établissements scolaires, comme récemment à La Rochelle. D'autres sont en train de s'organiser.

L'Union syndicale Solidaires poursuivra son investissement dans cette campagne, déterminée à résister collectivement à l'empire Bolloré et à la fascisation de la société que cet empire charrie avec lui.

APPEL À DÉSARMER L'EMPIRE BOLLORÉ

**riposte
anti-fasciste**



SOLIDAIRES ET INTERNATIONALISTES CONTRE L'EXTRÊME DROITE NATIONALISTE ET XÉNOPHOBIE

L'extrême droite au pouvoir dans le monde

Voici quelques exemples des politiques menées dans des pays dans lesquels l'extrême droite est arrivée au pouvoir. La liste n'est pas exhaustive... il y a malheureusement de nombreux autres exemples.

Nationalisme, racisme et patriarcat forment le socle idéologique du Rassemblement national et de toute l'extrême droite. Le RN a un projet fondamentalement nationaliste et xénophobe qui s'oppose à notre syndicalisme de transformation sociale et internationaliste.

Le Rassemblement national et plus largement les partis d'extrême droite sont nos ennemis. Ils mènent des politiques réactionnaires, racistes, xénophobes et en faveur du patronat, mais aussi du colonialisme. Les personnes racisées sont rendues coupables de tous les maux, et les solutions sont toujours recherchées du côté de l'ultralibéralisme. Partout dans le monde, là où l'extrême droite est arrivée au pouvoir, les droits des travailleurs et travailleuses, des femmes, des minorités de genres, des personnes racisées et des populations autochtones ont reculé, les violences contre les immigré-es et les personnes LGBTQI+ ont augmenté.

Partout l'extrême droite est un danger mortel pour le monde du travail.

Argentine, Milei, depuis octobre 2023

En Argentine, le gouvernement de Milei a restreint le droit démocratique de manifestation en assimilant les manifestations publiques à des délits et en autorisant les forces de sécurité à réprimer toute protestation. Il a mené des activités de renseignement sur les organisations du mouvement social, avec le plus grand mépris des principes démocratiques. À peine en place, il a réformé le droit du travail pour permettre l'ubérisation de l'emploi, et supprimé les sanctions pour les sociétés qui emploient des personnes sans contrat ! 6 mois après son arrivée au pouvoir, l'extrême droite a supprimé le ministère des Femmes, des genres et des diversités et le secrétariat contre la violence de genre. Le pouvoir actuellement en place en Argentine affiche un négationisme forcené vis-à-vis de la période de dictature militaire (1976-1983).

Le mouvement syndical, notamment les trois confédérations syndicales CTA-T, CTA-A et CGT, participent activement, avec les entreprises récupérées, les mouvements féministes, de chômeurs et chômeuses, à la résistance.

Nous aurons l'occasion d'en parler avec notre camarade Béto Pianelli, secrétaire du syndicat de Métro de Buenos Aires, membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, que nous avons invité pour une série de réunions publiques en France, du 27 mai au 15 juin.

Brésil, Bolsonaro, 2019-2023

Au Brésil, le président Bolsonaro s'est attaqué très rapidement aux droits des travailleurs et des travailleuses mais aussi aux libertés de l'ensemble de la population, à commencer par les minorités de genre et les populations indigènes. Suppression de la revalorisation automatique du salaire minimum, ouverture du port d'armes à plusieurs professions, réduction des fonds publics à l'éducation, attaques contre les filières de sciences sociales et développement des écoles militaires, accaparement des terres des communautés autochtones par les industries agroalimentaires : le président d'extrême droite a mené une politique d'austérité à coup de privatisations d'entreprises publiques et de réformes antisociales. Comme le Réseau syndical de solidarité et de luttes l'a dénoncé, « c'est une politique qui profite aux banques, aux entreprises et aux grands propriétaires terriens et qui entraîne la pauvreté et la faim pour la classe ouvrière. »

Israël : Netanyahu, de 1996 à 1999, de 2009 à 2021 et depuis 2022

Le génocide perpétré par le régime israélien en Palestine illustre dramatiquement le caractère d'extrême droite de cet Etat raciste et colonialiste. Il faut noter que les gouvernements Milei, Trump, Orban, etc. comptent parmi les soutiens du gouvernement israélien.

Italie, Meloni, depuis 2022

En Italie, le gouvernement de Meloni, au pouvoir depuis 2022, a réduit les prestations sociales, s'est opposé à l'accueil des bateaux de migrant-es en Méditerranée, et revient sur les droits des familles homoparentales. Ce gouvernement réprime violemment les étudiant-es et attaque la liberté de manifestation et la liberté d'expression. Sous couvert de décentralisation, il projette également une division de l'Italie en 20 régions « autonomes », qui accentuerait les écarts de salaires entre les régions du nord et du sud du pays et détruirait un peu plus le service public. Les droits des femmes sont attaqués, en commençant par l'accès à l'IVG. Les organisations syndicales italiennes mènent nombre de luttes locales ou catégorielles contre les conséquences des mesures gouvernementales, mais la riposte d'ensemble est plus difficile, du fait de la division récurrente ... et de certains choix comme celui de la CGIL d'inviter Meloni à s'exprimer à la tribune de son congrès confédéral !



Inde, Modi, depuis 2014

En Inde, Modi gère les émeutes populaires avec une grande brutalité. Son gouvernement réduit certaines dépenses sociales, et met en place un régime autoritaire, où militant-es et journalistes sont jeté-es en prison pour des prétextes fallacieux. Son positionnement politique est national-populiste, antimusulman et xénophobe ; il a pour but de « purger les musulman-es des zones hindoues ». Le nombre de crimes de haine contre les minorités musulmanes et chrétiennes a augmenté de 300 % depuis l'arrivée de Modi au pouvoir. De plus, ses résultats en matière d'indices de santé, de pauvreté et d'éducation sont exécrables.

**Hongrie, Orban,
depuis 2010**

La Hongrie d'Orban, antisémite notoire, a adopté une loi sur le contrôle des médias, et la liberté de la presse est encadrée.

Dans le cadre de l'adoption d'une nouvelle constitution, l'article qui précisait « un salaire égal pour un travail égal » a été supprimé et le droit de grève fortement restreint. En 2021 une loi interdisait « la promotion et la représentation de l'homosexualité et du changement de genre » et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU a fait état de sa vive inquiétude concernant les droits reproductifs dans le pays.

**Bélarus, Loukachenko,
depuis 1994**

Dernier pays à appliquer la peine de mort en Europe, le Belarus est un Etat policier, complice de la guerre de conquête néocoloniale entreprise par Poutine en Ukraine. Le 19 avril 2022, le régime dictatorial biélorusse se livrait à une rafle de dirigeant.es et de militant.es du BKDP. Ce syndicat indépendant incarnait trois décennies de luttes des travailleurs et des travailleuses du pays pour leur droits. Tous les syndicats indépendants ont été dissous, des dizaines de responsables sont emprisonné.es, les autres sont en exil, les lieux de travail sont sous surveillance policière, des rafles ont lieu régulièrement. Le gouvernement biélorusse est visé par une procédure spéciale de l'Organisation internationale du travail (OIT) depuis 2023 pour les violations graves et répétées des libertés syndicales et des droits des travailleurs. Loin de s'y soumettre, il conteste l'autorité du mandat de cette agence onusienne et de son système de contrôle. En exil, le BKDP poursuit la lutte.

**Russie, Poutine,
depuis 1999**

Poutine, au pouvoir depuis 1999 (alternativement président du gouvernement et de la fédération de Russie), a concentré les pouvoirs, mettant en place un gouvernement autoritaire. Répression et assassinats des opposant.es, restriction des libertés publiques, suppression des médias et organismes indépendants n'ont cessé de s'aggraver. Depuis 2013, un texte de loi interdit « l'information auprès des mineurs au sujet des relations sexuelles non traditionnelles ». →

(Russie, Poutine, suite)

Dans ce régime qui s'inspire du régime dictatorial violemment homophobe de Ramzan Kadyrov qu'il a lui-même mis en place en Tchétchénie, en 2023, les transitions de genre deviennent illégales et les mouvements LGBTQIA+ sont considérés comme extrémistes.

La mise en œuvre de la doctrine de renforcement du caractère unitaire de l'État central et de la reconstitution d'une sphère d'influence a conduit à des conflits meurtriers coûtant la vie de dizaines voire centaines de milliers de civils en Tchétchénie et plus largement dans le Caucase, où la fédération de Russie a agressé plusieurs de ses voisins. La Transnistrie, république fantoche séparatiste de la Moldavie située à la frontière de l'Ukraine, est une création russe du début des années 1990 pour affaiblir les pays de la région. Des éléments militaires russes y sont ainsi toujours présents. Le Bélarus présente de moins en moins les caractéristiques d'un État indépendant, et de plus en plus celles d'un dominion russe. La Russie a annexé par la force une partie importante du territoire géorgien en 2008. La Russie a aussi soutenu le régime sanguinaire de Bachar el-Assad en Syrie. La guerre russo-ukrainienne de 2014 est un autre épisode important. De la même manière qu'en Moldavie ou en Géorgie, la Russie a suscité l'émergence de « républiques » indépendantistes qui proclamaient dans un même mouvement leur velléité d'indépendance et leur attachement à la Russie. À cette occasion, la Russie a envahi certaines parties du Donbass et la Crimée en totalité. Le conflit est resté gelé durant 8 ans (qui ne doivent pas faire oublier que les incidents à la frontières demeuraient nombreux), jusqu'à l'invasion et l'occupation militaire de l'Ukraine par l'armée russe en février 2022 et la guerre qui dure depuis plus de trois ans, du fait de la résistance populaire ukrainienne. Alors que les syndicats ukrainiens sont particulièrement actifs à la fois dans la résistance et dans la défense des droits des travailleurs et travailleuses, la principale centrale syndicale russe, la FNPR, s'est d'emblée rangée aux ordres du pouvoir poutinien.

**États-Unis, Trump,
2017-2021**

Aux États-Unis, le président Trump a baissé l'impôt sur les sociétés, et les inégalités se sont accrues, augmentant considérablement le déficit de la dette des États-Unis. Dans le même temps, l'assurance maladie et les législations environnementales ont fortement été altérées. Parmi ses autres « exploits », il y a la construction d'un mur le long de la frontière avec le Mexique et d'incessantes atteintes à l'ordre institutionnel, à l'autorité de la justice et au processus électoral. Il s'est illustré également dans une très forte répression du mouvement Black Lives Matter à la suite de l'assassinat par la police de Georges Floyd, tout en soutenant ouvertement l'assassin. Sans compter son rôle d'incitation dans l'invasion du Capitole du 6 janvier 2021 où l'extrême droite américaine a tenté de prendre le pouvoir par la force. Le gouvernement Trump entretenait également de bons rapports avec Poutine, d'excellents rapports avec le gouvernement israélien de Netanyahu, et il a « reconnu » Jérusalem comme capitale d'Israël, contre le droit international.

**États-Unis, Trump,
2025...**

C'est l'actualité ! Elle est tellement foisonnante qu'il est difficile d'en faire un résumé ; d'autant que cela évolue sans cesse : saluts nazis de Musk, destruction des emplois publics sous la coupe de ce dernier, liste de mots interdits, expulsions d'immigré.es, alliance avec Poutine, soutien actif au régime génocidaire israélien, négation des droits des minorités, menaces envers le Groenland, le Panama, le Canada, etc. Une partie du mouvement syndical américain tente d'organiser la riposte aux nombreuses mesures antisociales et liberticides.

A propos des gouvernements Trump et Poutine

Il existe un terrain de proximité idéologique entre les cercles qui ont porté Trump au pouvoir et les idéologues dans l'orbite de Poutine. Si bien entendu le courant dit libertarien n'existe pas de manière aussi puissante en Russie, il n'en va pas de même de ce qu'on pourrait qualifier de « nationalisme chrétien ». De ce point de vue, les convergences sont nombreuses. L'exaltation des valeurs traditionnelles, l'obsession homophobe et transphobe en font par exemple partie et dessinent des régimes qui, s'ils sont prêts à une grande violence extérieure, sont également convaincus qu'il faut régénérer la nation depuis l'intérieur. Aux Etats-Unis, catholiques intégristes et protestants évangéliques se retrouvent dans l'idée d'un Trump « sauveur » et multiplient les allusions bibliques. Tandis qu'en Russie le patriarche Kyrill, chef ultra-réactionnaire de l'Église orthodoxe russe évoque une guerre sainte en Ukraine. Cet élément idéologique est important, car il est constitutif d'une grammaire commune : les éléments d'un type fasciste qui constituent l'entourage de Trump comme de Poutine, quoiqu'ils partagent des objectifs nationalistes bien distincts, se retrouvent à tenir le même langage.



Le Rassemblement national : quelle politique internationale ?

Le projet du RN est foncièrement nationaliste et xénophobe : il met en avant la question de la « préférence nationale ». C'est un projet politique d'État raciste qui systématisera par la loi l'exclusion dans l'accès aux droits des personnes en fonction de leur nationalité, de leur religion, ou de leur origine. La préférence nationale c'est la légalisation généralisée des discriminations racistes. Jordan Bardella a d'ailleurs confirmé que les « postes stratégiques » seront refusés aux binationaux s'il est désigné Premier ministre. Par ailleurs, le RN criminalise les migrant-es et s'emploiera à expulser les étranger-es et à fermer encore plus les frontières.

Face à ce que le Rassemblement national (RN) qualifie de « submersion migratoire » qui menacerait « nos valeurs de civilisation », Jordan Bardella avance une solution : une « double frontière », aux niveaux européen et français.

Rejet du droit international et européen : le Rassemblement national a déposé à l'Assemblée nationale, le 25 janvier 2024, une proposition de loi constitutionnelle visant à faire prévaloir la loi française sur le droit européen — ce qui constituerait un véritable « Frexit » juridique. Cette inversion de la norme consisterait à faire passer la loi française devant tous les textes de droit international : l'objectif du RN est clair : refuser de respecter le droit international, en particulier en ce qui concerne les droits humains, sociaux et environnementaux. La Cour européenne des droits humains est à ce titre une cible du RN. Entre protectionnisme et nationalisme, ce projet de repli sur soi est particulièrement dangereux et va à l'encontre des solidarités internationales.

Une vision coloniale du monde :

1/ Le RN a l'intention de poursuivre la politique colonialiste et néocolonialiste actuelle, par exemple en Kanaky/Nouvelle-Calédonie où elle a des alliances avec les partisans de la Kanaky française, contre l'indépendance. Il faut aussi relever le rôle du RN à Mayotte, ile des Comores toujours rattachée à la France malgré les résolutions de l'ONU.

2/ De même, le soutien du RN à l'État colonial israélien a trois motivations essentielles :

- son hostilité aux Arabes et musulman-es, inscrite dans le cadre de la « guerre de civilisation » contre l'Islam,
- son idée selon laquelle les Juifs et Juives demeurent étrangers par essence et que leur pays est Israël, ce qui va bien avec l'idée raciste du « chacun chez soi »,
- Le fait que l'État d'Israël est un modèle d'État ethnonationaliste dont le régime d'apartheid séduit le RN, encore plus aujourd'hui qu'il est dirigé par un gouvernement d'extrême droite.

3/ Enfin, la fascination et les liens troubles du RN avec des États autoritaires, dont la Russie de Poutine, notamment sur des campagnes de financement mais aussi sur des projets sécuritaires et d'alliance stratégique sont également très inquiétants, en particulier dans le contexte de la guerre en Ukraine. Dans le programme du RN pour l'élection présidentielle de 2022, était toujours recherchée « une alliance avec la Russie sur certains sujets de fond », comme « la sécurité européenne qui ne peut exister sans elle ».

RETROUVEZ UN PANDRAMA
INTERNATIONAL COMPLET



Dans le nouveau
livre VISA
(syllepse)



ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ : UN DROIT POUR TOU-TES !

Depuis avril 2023 des organisations réactionnaires ont trouvé un nouvel angle d'attaque contre l'école, ses personnel·les et ses élèves : les cours d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, les EVARS. Le scénario bien huilé à base de fakenews, d'appels à la délation, de menaces et d'une intense mobilisation de tous leurs réseaux communicationnels dans le but de créer une panique morale n'a pas eu les résultats escomptés. Les nouveaux programmes, bien qu'insuffisants, sont sortis et les organisations syndicales concernées et notamment **les syndicats Sud-Éducation s'organisent sur le terrain pour combattre ces assauts réactionnaires et former les collègues.**

Au printemps 2023, trois associations, Le Planning familial, SOS homophobie et Sidaction saisissent le tribunal administratif de Paris contre l'État pour manquement à ses obligations dans le but de faire respecter la loi de 2001 qui prévoit « *trois séances annuelles d'éducation à la sexualité pour les élèves, de l'école au lycée* ».

Aussitôt, ça s'agite chez les réacs.

SOS Éducation est le fer de lance de cette première offensive. Cette association est financièrement liée à la Fondation pour l'école (un lobby qui promeut l'école hors contrat) mais également à Sens commun, issu de la Manif pour tous. Elle est également épinglée dans un rapport de la Cour des comptes en 2020 pour avoir notamment soutenu financièrement la campagne électorale de François Fillon. Bref on est dans un monde catholique réactionnaire promoteur d'une morale aux antipodes d'une école de l'émancipation pour tou·tes.

Les « alertes » de SOS Education au ministère de l'Éducation nationale sur des dérives constatées lors « *d'interventions d'éducation à la sexualité* » ne sont évidemment pas sourcées. L'association lance aussi un appel sur ses réseaux à « témoignages » sur des « dérives constatées » lors de séances d'EVARS.

A quelques jours de la fin d'année scolaire 2023, le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, annonce avoir saisi le Conseil supérieur des programmes pour l'élaboration d'un programme « d'enseignement à la sexualité » par niveau.

Mais SOS Éducation continue son intense lobbying

Une rentrée 2023-2024 sous de mauvais auspices

L'été est marqué par l'arrivée de Gabriel Attal, interdisant le port de l'abaya et du qamis en milieu scolaire dans un contexte de « hausse importante des atteintes à la laïcité dans le milieu scolaire », s'inscrivant ainsi dans les perspectives islamophobes de l'extrême droite. A la rentrée, Éric Zemmour impulse Parents vigilants, association de Reconquête!, pour permettre l'entrisme de leurs militant·es au sein des conseils d'école. De même en septembre 2023, à Charleroi en Belgique, quatre écoles sont dégradées, avec début d'incendie dans l'une, suite à une forte mobilisation de parents contre les cours d'éducation à la sexualité (EVAS en Belgique).

On voit apparaître devant certaines écoles des affiches et des flyers anti-EVARS (ou même anti-EVAS). Des menaces sont lancées contre des collègues qui annoncent les premières séances d'EVARS.

Stages syndicaux et diffusion des bonnes pratiques

Si dans un contexte d'exercice déjà difficile, certaines équipes, fatigué·es, préfèrent ne pas se lancer dans une énième bataille, d'autres s'y lancent comme celle d'un quartier populaire à Chambéry. Avec ses armes, la pédagogie ainsi que la connaissance des enfants et des familles, un patient travail d'explication et d'ouverture de l'école est mené. Le résultat est immédiat, pas d'absence lors des séances d'EVARS.

Fortes de leur pratique, ces collègues proposent un stage syndical local inter-niveau d'une journée en avril 2024 : « Enseigner l'éducation à la vie affective et sexuelle », puis en janvier 2025 sur deux jours, avec une partie spécifique consacrée aux attaques de l'extrême droite contre l'EVARS.

Les 2 stages sont complets, les stagiaires ressortent enthousiastes et outillé·es.

Le GT Antifa de Sud Éducation aborde la question des attaques contre les EVARS lors de ses stages fédéraux et locaux.

C'est au sein des syndicats que les collègues trouvent les ressources nécessaires. Hors de quelques associations militantes comme le Planning familial, seuls les syndicats aujourd'hui sont en mesure d'apporter aux collègues les outils indispensables, les connaissances des thématiques abordées auprès des élèves de la maternelle à la Terminale, et le soutien effectif face aux attaques répétées de l'extrême droite.

La galaxie des opposant·es aux EVARS va de l'extrême droite traditionnelle et des réseaux catholiques traditionalistes aux complotistes : SOS Éducation, les Mamans Louves, Parents en Colère et bien entendu les Parents Vigilants (Reconquête!). Les enseignant·es mais aussi psychologues ou infirmières, sont visé·es par leurs attaques, parfois nommément, mettant en danger les collègues. C'est sous le mot d'ordre de « l'école doit instruire pas éduquer », l'« éducation à la famille, l'instruction à l'école » qu'ils se retrouvent sous couvert de défense des intérêts de l'enfant, c'est pourtant au sein du cercle familial que se produit la majorité des actes pédocriminels.

Pour Sud Éducation l'Éducation, à la vie relationnelle et sexuelle permet de lutter contre toutes les formes de violences sexistes, sexuelles et LGBTiphobes et est une de nos priorités pour construire une école émancipatrice.

HOMMAGE A BRAHIM BOUARRAM, ASSASSINÉ IL Y A 30 ANS PAR DES SKINHEADS À L'ISSUE DU DÉFILÉ DU FN, ET À TOUTES LES VICTIMES DU RACISME

COMMUNIQUE
VISA

Nous n'avons pas la mémoire courte

Après l'hommage de VISA à Ibrahim ALI tué il y a 30 ans, le 21 février 1995 par des colleurs d'affiches du FN à Marseille, nous rendons également hommage à Brahim BOUARRAM, tué le 1er mai 1995 par des skinheads qui l'ont jeté dans la Seine, en marge de la manifestation alors annuelle du Front national.

Brahim BOUARRAM avait alors 29 ans et était père de deux enfants. Le principal accusé a alors été condamné à huit ans de prison ferme pour meurtre, et trois autres accusés ont été condamnés pour non-assistance à personne en danger.

En 2003, une plaque commémorative a alors été posée par le maire de Paris de l'époque, Bertrand DELANOË, pour honorer sa mémoire et celle de toutes les victimes du racisme.

Chaque année, l'ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France) organise avec d'autres associations un rassemblement commémoratif.

Cette année, l'ATMF organise un rassemblement unitaire spécifique, avec un appel « Brahim BOUARRAM et Ibrahim ALI, 30 ans après : l'urgence de se souvenir et d'agir contre le racisme et le fascisme ! ».

En rappelant que « ces drames ont marqué une génération et demeurent un rappel cinglant des dangers de l'idéologie xénophobe. Trente ans plus tard, alors que nous commémorons leur assassinat, force est de constater que les idées qui les ont rendus possibles n'ont pas disparu. Pire encore, elles se sont banalisées et infiltrées dans les sphères du pouvoir, donnant lieu à une convergence alarmante entre les discours de l'extrême droite et certaines politiques publiques, en France comme à l'international. »

VISA exprime sa solidarité antiraciste et antifasciste à la famille et aux proches de Brahim BOUARRAM.

Le racisme tue

L'an dernier encore, Djamel BENDJABALLAH, un éducateur de 43 ans, était assassiné par un militant d'extrême droite dans la banlieue de Dunkerque.

Le collectif « Justice pour Djamel » se bat pour requalifier ce meurtre en crime raciste.

Il y a quelques jours seulement, dans la mosquée de La Grand-Combe (Gard), Aboubakar CISSE, un jeune travailleur Malien de 23 ans était sauvagement assassiné. L'assassin présumé, qui vient d'être appréhendé en Italie, avait filmé la scène en tenant des propos ouvertement islamophobes.

Hormis des élu·es de gauche, aucun représentant de l'État n'était présent lors la marche blanche organisée dans la petite ville de La Grand-Combe.

À VISA, nous ne hiérarchisons pas les racismes et nous souhaitons renforcer, à l'échelle locale comme sur tout le territoire, les luttes antifascistes et antiracistes.



Brahim BOUARRAM & Ibrahim ALI
tués par des militants du Front National en 1995

30 ANS APRÈS
URGENCE
D'AGIR
CONTRE
LE RACISME
ET LE FASCISME !



LES FORMATIONS SOLIDAIRES POUR AGIR SYNDICALEMENT CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Une dynamique continue de formations antifascistes

En 2023, 13 formations antifascistes étaient inscrites sur le site du CEFI Solidaires.

Sur ces 13 formations, 7 ont été faites en intersyndicale (avec la CGT et la FSU notamment) et co-animées notamment par des formateurs et formatrices de Solidaires intervenant alors dans le cadre de VISA.

En 2024, 16 formations antifascistes ont eu lieu, dont 5 estampillées VISA donc intersyndicales.

Et le premier semestre 2025 voit quantité de demandes de formations, en parallèle du développement de VISA locaux.

La formation VISA 93 a ainsi réuni 80 stagiaires et la formation VISA à Niort une centaine de stagiaires.

Le contexte des élections européennes puis des législatives dans la foulée explique en grande partie cet afflux continu de demandes de formations.

Ce sont ainsi plusieurs centaines de camarades qui sont formé-es chaque année sur cette thématique pour s'outiller et agir syndicalement.



Des thématiques variées et renouvelées

Afin de faire face au nombre croissant de demandes de formations depuis la dernière campagne présidentielle et pour étoffer l'équipe existante de formateur-trices, la commission antifasciste de Solidaires a organisé chaque année des formations de formateur-trices.

Une quatrième session nationale s'est donc déroulée à Paris du 24 au 26 janvier, afin d'échanger sur les modules existants, sur nos pratiques de formation, de travailler collectivement et de s'approprier certains modules de base, de développer des outils d'éducation populaire.

Depuis, des demandes fortes ont émergé sur certaines thématiques, par exemple sur la question du racisme et de l'antisémitisme structurels de l'extrême droite, sur les offensives contre les droits des femmes et des LGBTQIA+, sur les villes laboratoires de l'extrême droite sur les médias et les réseaux sociaux, sur l'éco-fascisme, ce qui a permis de retravailler certains diaporama et d'en proposer de nouveaux.

En mettant en relief également les luttes syndicales sur le sujet et avec des références utiles pour prolonger les formations.

Et concernant l'aspect outils pratiques pour combattre concrètement les idées d'extrême droite, la flambée des paroles racistes décomplexées et les discriminations vécues dans les entreprises et les administrations, nous proposons des ateliers participatifs de mises en situation à partir d'expériences syndicales vécues pour que les stagiaires puissent agir concrètement et syndicalement.

Une localisation diversifiée

Sur les années 2023 et 2024, les formations ont eu lieu à Charleville-Mézières (08), à Foix (09), à Maquens (11), à Onet Le Château (12), à Marseille (13), à Lisieux (14), à Angoulême (16), à Ploufragan (22), à Quimper (29), à Saint-Gaudens (31), à Rennes (35), à Grenoble (38), deux fois à Nantes (44), à Orléans (45), à Angers (49), deux fois à Cherbourg (50), à Laval (53), à Lyon (69), au Havre (76), à Rouen (76), à La Roche-sur-Yon (79), à Beauvais (80), à Albi (81), à Migennes (89) et 4 fois à Paris.

Avec les formations prévues au premier semestre 2025, on observe certaines tendances qui se confirment : les formations sont assez régulières en Normandie, en Bretagne et dans les Pays de la Loire, en IDF et on constate une reprise de demandes en Rhône-Alpes depuis 2024.

Une nouveauté importante, le Sud-Ouest voit les demandes de formations se multiplier. C'est aussi à mettre en lien avec les VISA locaux existants et en cours de création.

En revanche, il y a toujours très peu de demandes de formations dans l'Est, dans le Nord et dans certains départements pourtant nettement gangrenés depuis l'élection des député-es RN en juin 2022, puis en juin 2024 avec les député-es RN et ciottistes.

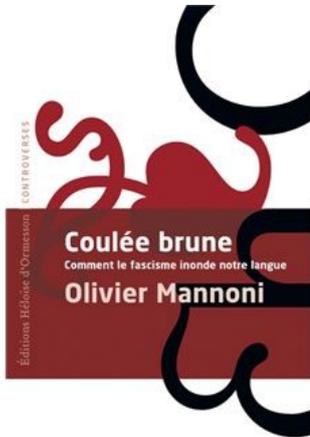


Les remontées régulières de tracts et d'actions menées par les syndicats de Solidaires dans de nombreux départements, souvent dans des cadres unitaires, sont des signes visibles des retombées concrètes des formations et de l'activité riche de notre commission « Ripostes syndicales contre l'extrême droite ».

ON A AIMÉ, ON VOUS EN PARLE ! DES LIVRES RÉCENTS POUR COMPRENDRE ET COMBATTRE L'ED

IDEES
LECTURES

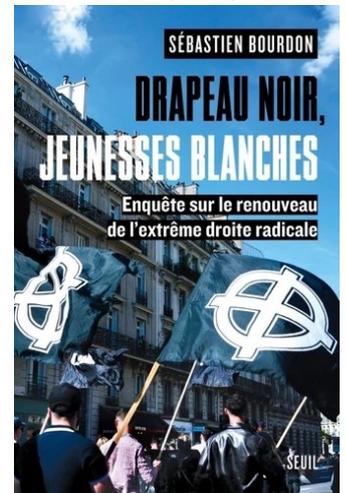
Coulée brune - Comment le fascisme inonde notre langue | Olivier Mannoni
Editions Eloïse d'Ormesson
oct-2024.
16€ (version papier) / 7€ (numérique)



Olivier Mannoni, avait proposé en 2021, avec de nombreuses et nombreux historiennes et historiens, une traduction critique de *Mein Kampf*. Cette fois, il s'inscrit dans la lignée d'un Victor Klemperer, qui avait analysé en son temps la langue du IIIème Reich, en tant que philologue mais également en tant que Juif allemand victime des persécutions antisémites du régime nazi. Mais Olivier Mannoni décrypte la propagande actuelle qui tord et manipule le langage, à l'échelle de la France mais également à l'échelle internationale et qui sert les intérêts du fascisme d'aujourd'hui : « *Dans tous les cas, ces dérives profitent toujours aux mêmes: à une extrême droite raciste et autocratique, hostile à l'esprit et à la culture.* »

Sébastien Bourdon nous plonge dans l'univers sombre de la reformation de l'extrême droite radicale après la dissolution de groupes comme Génération Identitaire. Loin de s'éteindre, ces mouvements mutent, recrutent toujours une jeunesse en quête et infiltrent les brèches sociales. L'attaque de Romans-sur-Isère en 2023 incarne la brutalité de ces groupes et leur stratégie d'infiltration des luttes sociales. Une menace grandissante trop souvent légitimée par des médias complaisants. Alors oui, le refrain est connu mais Sébastien Bourdon a le mérite de dépoussiérer nos mémoires. Son livre sonne comme un rappel. la vigilance face à cette menace persistante est plus que jamais de mise. Un peu comme cette vieille rengaine qu'on déteste mais qu'il faut réécouter pour éviter qu'elle ne squatte à nouveau toutes les ondes. Et franchement, qui a envie de ça ?

Drapeau noir, jeunesse blanches – Enquête sur le renouveau de l'extrême droite radicale | Sébastien Bourdon
Editions du Seuil
janv-2025.
22€ (version papier) / 16€ (numérique)



Résister | Salomé Saqué
Editions Payot
oct-2024.
5€ (version papier) / 4€ (numérique)



Ce petit livre pas cher du tout est un bon ouvrage de vulgarisation ou d'initiation pour qui veut aborder la montée de l'extrême droite et de ses idées en France. Il se lit très facilement, son but est clairement d'être le plus accessible possible. Convainquant dans sa première partie qui analyse cette montée qui en une bonne soixantaine de pages explique le danger mortel que représente l'extrême droite pour la démocratie, la presse, les minorités et les femmes ... il l'est nettement moins dans sa deuxième partie qui traite des moyens d'y résister. Les pistes évoquées, comme l'indignation, la joie dans la lutte, la force des symboles, à commencer par la cérémonie d'ouverture des JO, le fait de commencer par convaincre ses proches (...) ne nous semblent pas à la hauteur des enjeux. La piste la plus intéressante étant sans doute celle de ne pas mépriser celles et ceux qui votent RN. En effet ce sur quoi surfent Bardella et consorts joue de cette supposée fracture entre les élites et les classes populaires soi-disant soutenues par le RN. Salomé Saqué déconstruit le mythe d'une extrême droite et d'un RN ayant « changé » et s'étant normalisés. Elle s'attarde sur l'importance de la bataille culturelle que mène l'extrême droite depuis des dizaines d'années et qui a bénéficié ces derniers temps du soutien illimité de certains milliardaires qui ne se cachent même plus, à commencer par Bolloré et Stérin. Elle met également en avant le processus de banalisation et de contamination des idées d'extrême droite. En résumé, une très bonne première approche du sujet en quelques dizaines de pages. Par contre ne comptez pas y trouver de recette miracle ou d'idée révolutionnaire pour contrecarrer l'extrême droite et ses idées. D'un autre côté, si quelqu'un.e avait une solution miracle, ça se saurait, non ?

Union
syndicale
Solidaires